

MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES

Arrêté 04/MRA du 07 février 2005, portant organisation, attributions et fonctionnement de l'inspection générale des services du ministère des ressources animales.

Le ministre des ressources animales

Vu la Constitution du 09 août 1999 ;

Vu l'ordonnance n° 99-56 du 22 novembre 1999, déterminant l'organisation générale de l'administration civile de l'Etat et fixant ses missions ;

Vu l'ordonnance n° 99-57 du 22 novembre 1999, déterminant la classification des emplois supérieurs de l'Etat et les conditions de nomination de leurs titulaires ;

Vu le décret n° 99-466/PCRN/MFT/T/E du 22 novembre 1999, fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 99-57 du 22 novembre 1999 ;

Vu le décret n° 2004-403/PRN du 24 décembre 2004, portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2004-404/PRN du 30 décembre 2004, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2000-116/PRN/MRA du 21 avril 2000, déterminant les attributions du ministre des ressources animales ;

Vu le décret n° 2000-185/PRN/MRA du 23 juin 2000, portant organisation du ministère des ressources animales.

Arrête :

Chapitre I – Organisation

Article premier – Il est créé sous l'autorité directe du ministre des ressources animales, un organe d'inspection, de contrôle et d'évaluation dénommé inspection générale des services.

Art. 2 – L'inspection générale des services, rattachée au cabinet du ministre comprend :

- un inspecteur général ;
- un ou des inspecteurs.

L'inspecteur général et les inspecteurs de service sont nommés par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre des ressources animales. Ils sont choisis parmi les fonctionnaires de la catégorie A1. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

L'inspecteur général a rang de secrétaire général et les inspecteurs ont rang de directeur national.

Art. 3 – L'inspection générale des services doit à travers ses actions concourir à :

- sauvegarder les intérêts de l'Etat, les droits des personnes et de constater dans tous les services, l'observation des lois, ordonnances, décrets, règlements et instructions qui régissent le fonctionnement administratif, financier, comptable et technique du ministère.

A ce titre, elle est chargée en particulier de :

- veiller à la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'élevage ;
- contrôler dans les services du ministère des ressources animales, l'observation des lois et règlements qui régissent le fonctionnement administratif, financier et comptable ;

- apprécier la qualité de l'organisation et du fonctionnement des services, la manière dont ils sont gérés et leurs résultats ;

- proposer des mesures adéquates pour simplifier et améliorer la qualité de l'administration, réduire ses coûts de fonctionnement et accroître son efficacité ;

- veiller à l'utilisation rationnelle et optimale des moyens et ressources mis à la disposition du ministère et des structures qui en dépendent ;

- veiller à l'observation par les fonctionnaires des obligations de réserve et de neutralité dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 4 – L'inspection des services peut assister à la demande du ministre, sans voix délibérative, aux conseils d'administration et aux sessions des comités de pilotage des structures qui relèvent du ministère.

Art. 5 – Les missions d'inspection du ministère des ressources animales s'appliquent :

- aux services centraux, extérieurs et annexes du ministère des ressources animales ;

- aux entreprises nationales ayant le caractère d'établissement public relevant du ministère des ressources animales ;

- Les personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier ou matériel de l'Etat, les projets et programmes de développement sous tutelle du ministère des ressources animales.

Art. 6 – L'inspecteur général anime, coordonne et assure le suivi des activités des inspecteurs. La répartition des tâches entre les membres de l'inspection est fixée par le ministre sur proposition de l'inspecteur général. Toutefois, dans sa mission chaque inspecteur travaille de façon indépendante, sur la base des règles fixées par l'inspection générale.

En cas d'une importante enquête ou vérification, qui exige plusieurs inspecteurs, il soumet à l'approbation du ministre, la composition de la mission, son programme de travail et désigne le chef de mission.

Chapitre II – Fonctionnement

Art. 7 – L'inspection générale des services intervient sur la base d'un programme annuel de travail soumis à l'approbation du ministre. Elle peut en outre intervenir de manière inopinée à la demande du ministre pour effectuer une mission d'enquête rendue nécessaire par une situation particulière.

Art. 8 – Toute opération d'inspection est décidée par ordre de mission délivrée par le ministre.

Art. 9 – Les opérations d'inspection ne doivent en aucun cas et sous aucun prétexte, rencontrer d'entraves.

Le droit d'investigation des inspecteurs en mission n'est soumis à aucune restriction. Ils peuvent recourir à toutes sources de documentation et utiliser tous les moyens extérieurs de vérification et de contrôle.

Ils peuvent se faire présenter tous registres, correspondances et documents administratifs même confidentiels ou se les faire communiquer, contre reçu à l'exception des pièces justificatives des comptes comptables qui ne peuvent être consultées que sur place. En cas d'irrégularités constatées, ils peuvent mettre sous scellés les pièces litigieuses à charge pour eux d'en rendre compte au ministre des ressources animales.

Ils visent et arrêtent les registres sur lesquels ont porté leurs vérifications.

Les explications demandées par l'inspecteur en mission doivent être immédiatement fournies. Soit par écrit sous pli fermé et sans passer par la voie hiérarchique, soit oralement.

Les fonctionnaires sous contrôle devront apporter aux inspecteurs ou aux experts éventuellement désignés pour les seconder, toute la collaboration nécessaire pour faciliter leur investigation.

Tout comportement de nature à empêcher, gêner ou ralentir la mission des inspecteurs, constitue une faute professionnelle pouvant entraîner pour son auteur l'application des sanctions prévues par son statut.

Art. 10 – Pendant la durée des opérations de contrôle, les personnels des services ou organismes vérifiés ne peuvent s'absenter de leur poste qu'après entente entre l'autorité dont ils dépendent et l'inspection ou le chef de mission.

Art. 11 – Dans l'exercice de leur fonction, les inspecteurs ont libre accès à tous les bureaux, enceintes, ateliers, magasins dépendant des services vérifiés.

Ils procèdent à la constatation des effectifs et au recensement du matériel et des approvisionnements de tout genre.

Les chefs d'administration ou de service civils désignent les fonctionnaires officiers ou agents chargés de les assister dans ces opérations ou fournissent les moyens matériels d'exécuter les recensements.

Art. 12 – Les inspecteurs ont le droit d'assister à toutes les opérations administratives qui s'accomplissent dans les services ou organismes qu'ils contrôlent.

L'inspecteur ou le chef de mission doit être avisé des réunions du conseil d'administration ou de service de la structure sous contrôle, il peut y assister ou s'y faire représenter.

Art. 13 – A l'issue de sa mission, et sur place, l'inspecteur peut faire des observations et recommandations, donner des instructions exécutoires, prendre des mesures conservatoires dictées par les circonstances en vue de rétablir le bon fonctionnement des structures inspectées à charge pour lui d'en rendre compte immédiatement au ministre des ressources animales.

Art. 14 – Toute mission d'inspection, de contrôle, évaluation ou d'enquête donne lieu à l'établissement d'un rapport provisoire dans un délai n'excédant pas un mois. Ce rapport est, quelle que soit la gravité des faits et actes contrôlés, transmis aux structures vérifiées aux fins de contradiction avant l'établissement du rapport définitif qui est déposé auprès du ministre. Il est fait ampliation à l'inspection générale d'Etat.

Art. 15 – Si dans un délai de dix jours après réception du rapport provisoire, une réaction ne s'est manifestée de la part des structures vérifiées, ledit rapport est présumé accepté par lesdites structures dans la forme et dans le fond.

Art. 16 – Les rapports d'inspection ont un caractère confidentiel, divulguer tout ou partie du contenu constitue une faute professionnelle grave.

Art. 17 – L'inspecteur général ou le chef de mission dresse dans un rapport d'ensemble la synthèse des résultats des rapports détaillés. Ce rapport d'ensemble est unique pour un service ou pour une catégorie d'affaires.

Art. 18 – L'inspecteur à l'issue des missions qui lui sont confiées, des suites données aux recommandations, peut faire rapport sur les carences constatées à ce titre ou sur les résultats obtenus.

Art. 19 – L'inspection générale est tenue d'établir un bilan annuel de ses activités et le soumettre à l'appréciation du ministre des ressources animales.

Chapitre III – Dispositions diverses

Art. 20 – Les inspecteurs sont tenus d'exercer leurs fonctions avec une rigoureuse objectivité et d'observer la discrétion professionnelle la plus stricte.

Art. 21 – Nul d'entre eux, ne peut être inquiété ni sanctionné pour les actes accomplis ou les jugements formulés dans l'exercice ou après cessation des ses fonctions.

Art. 22 – L'inspection générale doit avoir ses propres moyens logistique, matériel, financier et de communication pour l'accomplissement de sa tâche.

Les inspecteurs reçoivent également, dans les localités où les appelle leur mission, la prestation gratuite d'un logement en cas de disponibilité.

Art. 23 – Les inspecteurs en mission, n'acceptent aucune invitation ni don des fonctionnaires ou agents dont le service fait l'objet de vérification.

Art. 24 – Le secrétaire général et l'inspection générale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Abdoulaye Jina.